



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

**ARRETE N°236 /DDPP 2013**  
**portant mise en demeure**

La préfète de la Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial).

VU l'arrêté d'autorisation d'exploiter n° 19655 du 16 octobre 2003 réglementant les activités exercées par la Communauté de Communes de Forez en Lyonnais dans la déchèterie et la plate-forme de compostage de déchets végétaux sises à CHAZELLES SUR LYON, au lieu-dit "Fond Rivaux" ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 23 mai 2013, constatant la non-conformité du local à déchets dangereux au regard des prescriptions de l'arrêté d'autorisation d'exploiter et de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 sus-visé ;

**CONSIDERANT** que les prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er :** La Communauté de Communes de Forez en Lyonnais, dont le siège social est situé ZA de Montfuron 42140 CHAZELLES SUR LYON, exploitante de la déchèterie et de la plate-forme de compostage située à Chazelles sur Lyon au lieu-dit « Fond Rivaux », est mise en demeure de procéder à la mise en conformité du local à déchets dangereux conformément aux prescriptions de l'article 3.4 de l'arrêté d'autorisation du 16 octobre 2003.

**ARTICLE 2 :** Dans le cas d'une reconstruction du local, celui-ci devra répondre des prescriptions de l'article 2 « Implantation - aménagement » de l'annexe I de l'arrêté du 27 mars 2012 sus-visé.

**ARTICLE 3 :** Le délai de réalisation des travaux de mise en conformité est fixé à un an à compter de la signature du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :** Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

**ARTICLE 5 :** La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations, Madame la Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de CHAZELLES SUR LYON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **3 JUIN 2013**

Pour la Préfecture  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
  
Patrick FERU

Copie adressée à :

- Monsieur le Président de la communauté de communes de Forez en Lyonnais  
Z.A. De Montfuron  
42140 CHAZELLES SUR LYON
- Monsieur le Maire de CHAZELLES SUR LYON
- Inspection des installations classées DREAL – Unité Territoriale de la Loire
- Archives
- Chrono
- Sous préfecture de MONTBRISON